

IRAK

Au moins 55 morts dans un double attentat suicide à Bagdad

Au moins 55 personnes ont été tuées hier par deux kamikazes près d'un haut lieu du chiisme à Bagdad, nouveau signe que l'Irak plonge à nouveau dans la violence aveugle à neuf semaines du retrait prévu des troupes américaines des villes.

Le double attentat a fait en outre au moins 125 blessés vers midi (9h GMT), peu avant le début de la grande prière du vendredi, alors que des fidèles se rendaient au mausolée de l'imam Moussa al-Kadhim, dans le quartier de Kadhimiyah, dans le nord de Bagdad.

Un kamikaze s'est fait exploser près d'un groupe de pèlerins iraniens tandis que l'autre a activé sa ceinture d'explosifs sur un marché à proximité, a déclaré à l'AFP un des blessés admis dans un hôpital de Kadhimiyah.

«Selon nos chiffres, 55 personnes ont été tuées, dont 20 pèlerins iraniens, et 125 ont été blessées, dont 80 Iraniens», a déclaré à l'AFP un responsable du ministère de la Défense.

Un responsable de l'Intérieur a fait état de 60 morts, dont 25 Iraniens, et confirmé le nombre de blessés.

«La majorité des victimes sont des personnes qui allaient prier», a-t-il dit.

La zone a été entièrement bouclée par les forces de sécurité, qui interdisaient aux journalistes de s'approcher du lieu du carnage.

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière à Bagdad depuis mars 2008 et le second attentat frappant en 24 heures des pèlerins iraniens qui viennent par centaines de milliers chaque année visiter les lieux saints du chiisme en Irak.

Le mausolée de l'imam Moussa al-Kadhim est un des lieux les plus révéérés par les chiites.

Ce nouvel attentat porte à plus de 140 le bilan des morts dans les attentats de ces dernières 24 heures.

Depuis le début du mois, plus de 250 personnes sont mortes et près de 650 ont été blessées, confirmant le regain de violences meurtrières observé depuis février.

Judi a été la journée la plus sanglante depuis plus d'un an avec la mort d'au moins 87 personnes dans trois attentats suicides.

Un kamikaze s'est fait exploser dans un restaurant de Mouqadiyah, à une centaine de kilomètres au nord de Bagdad. Le toit du bâtiment s'est effondré, tuant au moins 56 personnes dont 52 pèlerins iraniens et blessant 63 autres.

Cette attaque constitue l'attentat le plus meur-

trier depuis le début de l'année en Irak. Par ailleurs, un des chefs d'une milice alliée aux Américains et deux autres personnes ont été tuées en soirée dans la même province de Diyala, dont Baqouba est la capitale.

Enfin, dans l'est de Bagdad, une kamikaze vêtue de la traditionnelle abaya noire s'est mêlée à des femmes et des enfants rassemblés pour une distribution de nourriture de la police.

L'attentat a fait 28 morts et 52 blessés. Les victimes sont des policiers et des déplacés fuyant des exactions interconfessionnelles.

La journée de jeudi a également été marquée par l'annonce par un porte-parole de la sécurité de Bagdad de l'arrestation d'Abou Omar al-Bagdadi, chef présumé d'Al-Qaïda en Irak.

Bagdadi est présenté comme le chef de «l'Etat islamique en Irak», une alliance de groupes sun-

nites chapeauté par la branche irakienne d'Al-Qaïda qui combattent les troupes américaines et irakiennes.

Sa mort ou son arrestation ont toutefois été annoncées à plusieurs reprises dans le passé.

Pour le moment, le Pentagone n'a pas voulu confirmer sa capture.

«L'enquête se poursuit. Je ne peux pas en dire plus à ce stade», a déclaré hier le porte-parole militaire de Bagdad, le général

Qassem Atta. La situation s'est nettement améliorée sur le plan de la sécurité en Irak depuis deux ans, à la faveur du recrutement massif par les forces américano-irakiennes de milices formées d'anciens insurgés, connues sous le nom de «Sahwa» («réveil» en arabe).

Cependant, les régions de Mossoul (nord), Bagdad et Baqouba demeurent le théâtre de violences parfois sanglantes.

UNION EUROPÉENNE

Londres pour un règlement rapide du différend frontalier slovéno-croate

La Grande-Bretagne veut un règlement rapide du différend frontalier entre la Croatie et la Slovénie qui retarde les négociations d'adhésion de Zagreb à l'Union européenne, a affirmé hier la ministre d'Etat britannique de la Défense et de la Sécurité internationale, Ann Taylor.

«En tant que proche partenaire de la Croatie, nous voulons que votre processus d'adhésion soit aussi souple que possible, et c'est la raison pour laquelle nous voulons votre dispute avec la Slovénie réglée aussi vite que possible», a déclaré M^{me} Taylor à la presse. «Nous espérons voir les efforts du

commissaire (européen à l'Elargissement Olli) Rehn couronnés de succès afin de pouvoir passer au travail technique» que comporte les négociations d'adhésion, a-t-elle ajouté.

Une réunion prévue hier pour permettre une avancée dans les négociations d'adhésion de la Croatie à l'UE a été à nouveau reportée en raison d'un différend frontalier avec la Slovénie, sans qu'une nouvelle date ne soit annoncée. Au cours de cette conférence, l'UE espérait ouvrir une dizaine de chapitres de négociations. Jusqu'ici, 22 des 35 chapitres qui jalonnent les pourparlers d'adhésion de la Croatie ont été ouverts, depuis le début des négociations en octobre

2005. La Slovénie s'oppose depuis fin 2008 à l'ouverture de ces chapitres, estimant que les documents produits par Zagreb préjugent de la fixation de la frontière maritime entre les deux ex-républiques de Yougoslavie. La Commission européenne s'efforce de faciliter un compromis entre les deux pays.

Selon une source européenne, la dernière proposition faite par Bruxelles passerait par la création d'un tribunal arbitral ad hoc chargé de régler le différend.

Malgré ce blocage, la Commission espère pouvoir terminer d'ici à la fin de l'année les négociations d'adhésion avec la Croatie, qui pourrait devenir le 28^e Etat membre de l'UE, en 2010 ou 2011.

RUSSIE

L'opération antiterroriste relancée dans trois districts de Tchétchénie

«L'opération antiterroriste» en Tchétchénie à laquelle Moscou a annoncé avoir mis fin le 16 avril a été de nouveau lancée sur le territoire de trois districts de cette république du nord du Caucase russe, a annoncé hier le porte-parole de l'état-major opérationnel de Tchétchénie, Vladimir Patrin.

«L'opération antiterroriste», par laquelle Moscou désigne l'intervention des troupes russes contre les indépendantistes tchétchènes en 1999, a été relancée dans trois districts de la république de Tchétchénie suite au «regain d'activité des groupes armés, relevé dans ces régions» après l'annonce par les autorités fédérales de la fin de cette opération, a-t-il expliqué à des médias russes.

«L'activité des groupes armés s'est intensifiée dans les districts de Chatoï (sud), Vedenov (sud-est) ainsi que dans la zone montagneuse de Chali (sud-ouest), a constaté l'état-major qui a par conséquent décidé de lancer à nouveau à partir du 23 avril à minuit une opération antiterroriste dans ces régions», a-t-il dit.

Un accrochage avait opposé des forces du ministère de l'Intérieur et un groupe d'une dizaine

d'hommes armés en Tchétchénie le 16 avril, quelques heures seulement après l'annonce par les autorités fédérales russes de la fin de «l'opération antiterroriste» dans la République.

D'autre part, trois militaires ont été tués mardi dans une attaque menée par des hommes armés dans le sud de la Tchétchénie.

Selon les services de sécurité, les groupes armés tentent de profiter de l'occasion pour établir des bases dans la plaine tchétchène et dans la capitale Grozny afin de mener des attaques contre les autorités tchétchènes.

Le président tchétchène Ramzan Kadyrov a

rejeté ces affirmations, soulignant que la situation sécuritaire dans la République était sous contrôle et n'avait pas changé depuis l'annonce par Moscou de la fin de l'opération antiterroriste.

Le président russe Dmitri Medvedev avait souligné que même après la fin de l'opération antiterroriste qui devrait permettre à Moscou de retirer de la région environ 20 000 militaires, les forces du Service fédéral russe de sécurité (FSB) et de la police devraient continuer à prendre en charge le contrôle de la situation aussi bien en Tchétchénie que dans les Républiques voisines d'Ingouchie et du Daghestan.

BULGARIE

Ouverture d'un Sommet européen du gaz

Un Sommet du gaz rassemblant près d'une trentaine de pays d'Europe centrale et orientale, de Russie et d'un envoyé spécial américain a entamé ses travaux hier à Sofia (Bulgarie) pour discuter de la sécurité

énergétique de l'Europe.

Le Sommet devrait, selon plusieurs délégations, réitérer le soutien des pays européens au projet Nabucco reliant la Caspienne à l'Autriche sur 3 300 km en passant par la Turquie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie.

Les délégations devraient également insister sur la diversification des interconnexions pour l'acheminement du gaz vers l'Europe en favorisant des petits projets moins coûteux afin de pouvoir rapidement répondre à l'augmentation de la demande de cette source d'énergie.

Ouvert par le président bulgare Guéorgi Parvanov, ce sommet réunira pendant deux jours les délégations de pays, consommateurs, fournisseurs ou de transit du gaz, ainsi que le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.